Isabelle GAILLARD, *La télévision. Histoire d'un objet de consommation, 1945-1985*

Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques/Institut national de l'audiovisuel, coll. CTHS Histoire, 2012, 352 pages

Pierre Leroux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9158>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9158

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 août 2014

Pagination : 414-415

ISBN : 978-2-8143-0209-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Pierre Leroux, « Isabelle GAILLARD, *La télévision. Histoire d'un objet de consommation, 1945-1985* », *Questions de communication* [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9158> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9158>

systémique du racisme et propose de reconsidérer les rapports sociaux de race en s'attachant à décrire les effets de la racialisation sur le groupe social en situation hégémonique. Son propos est fortement inspiré des travaux conduits en *critical white studies* qui ont permis de retravailler en profondeur les usages sociaux de la notion ô combien sulfureuse de race.

Dans le second chapitre, « Penser la blanchité. Dynamiques épistémologiques » (pp. 47-74), Maxime Cervulle s'efforce de penser à nouveaux frais le concept de *blanchité* et d'en donner à voir les dynamiques épistémologiques et les forces structurantes. Malgré l'affaiblissement des théories racialistes et de leurs taxinomies partisans, « les rapports sociaux de race semblent avoir conservé leur emprise sur la structure sociale » (p. 25) comme sur les consciences individuelles. C'est fort de ces considérations préliminaires que l'auteur tente de montrer que la problématique de la *blanchité* « permet d'introduire une conception relationnelle systémique du pouvoir dans l'appréhension des rapports sociaux de race : il s'agit de contester l'idée selon laquelle les actrices et les acteurs socialement perçus comme blancs échapperaient à l'emprise de la racialisation » (p. 49). Penser la *blanchité* revient donc à dépasser les auto-stéréotypes comme les hétéro-stéréotypes pour déconstruire les lieux communs et mettre en évidence que, même dans une situation de présence hégémonique, une partie de la population peut faire l'objet d'un racisme primaire de la part d'autres groupes sociaux. La *blanchité* serait un construit social ayant pour vocation de décrire une expérience sociale caractérisée par le vécu de la domination. Les travaux conduits sur la *blanchité* à partir des années 90 visent à contester « l'hégémonie raciale blanche à partir du point de vue blanc, de cette expérience spécifique de socialisation et de sociabilité, de subjectivation et d'incarnation qui offre une perspective particulière sur le monde social » (p. 58). Il s'agit d'une démarche de décentrement par rapport au point de vue que l'on tient habituellement sur son groupe social d'appartenance.

Dans le cinquième et dernier chapitre, « L'écran blanc. Cinéma, publics et rapports sociaux de race » (pp. 129-163), Maxime Cervulle propose une analyse croisant réalisations et productions cinématographiques d'une part et définition des publics et rapports sociaux racialisés d'autre part. L'auteur rappelle que la représentation raciale revient à assujettir le noir à son image, à l'y engluier et que, bien souvent, les fictions audiovisuelles contribuent à matérialiser le racisme par un processus corporel de désignation et même dans certains cas de stigmatisation. La démarche de recherche

assumée par l'auteur vise à déterminer « dans quelle mesure les publics s'identifient ou se désidentifient des représentations raciales qu'on leur donne à voir, dans quelle mesure ils adhèrent ou résistent à ces images, bref dans quelle mesure ils "braconnent" ou non la blanchité » (p. 131). Il s'agit d'interroger la non-représentativité des contenus diffusés sur les écrans pour remonter le circuit de production et de matérialisation de la race dans les fictions audiovisuelles. En tant que fait social, le racisme serait l'une des nombreuses contraintes qui conditionnent l'activité interprétative des fictions audiovisuelles. Maxime Cervulle s'efforce de saisir les investissements socio-symboliques dans la fiction en tant qu'ils participent, à des degrés divers, de la reproduction du racisme systémique. Dans la conclusion (pp. 165-170), il rappelle que depuis les années 80 une somme de travaux britanniques et américains a tenté d'interroger la formation sociale de « l'identité blanche », éclairant d'un jour nouveau l'étude des rapports sociaux de race : « Car si blanc n'est pas une couleur, il est bien le nom par lequel se dessinent les contours du racisme systémique » (p. 165). Réinterroger les rapports de race à partir d'un questionnement sur la blanchité revient à se pencher sur ce qui échappe au regard tel qu'il est socialement construit. S'il ne fait qu'ouvrir quelques perspectives théoriques, ce livre exhorte à penser autrement les questions du racisme et de l'identité, des discriminations et des inégalités, des médias et de la reconnaissance. Là est son grande intérêt.

Alexandre Eyries

IM, université Nice Sophia Antipolis, F-06200
alex.eyries@yahoo.fr

Isabelle GAILLARD, *La télévision. Histoire d'un objet de consommation, 1945-1985*.

Paris, Comité des travaux historiques et scientifiques/
Institut national de l'audiovisuel, coll. CTHS Histoire,
2012, 352 p.

Avec cet ouvrage issu d'une thèse soutenue en 2006, Isabelle Gaillard, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Pierre-Mendès-France de Grenoble, revient sur une période de l'histoire de la télévision qui, sans être éloignée dans le temps, fonctionnait selon des logiques totalement différentes – et souvent antinomiques – avec celles qui domineront « la télévision » par la suite.

En effet, l'ouvrage trouve son unité conceptuelle en délimitant une période qui va de l'après-guerre au milieu des années 80, c'est-à-dire des premières émissions de la télévision française à la fin du monopole étatique avec la création des premières chaînes privées.

Ce découpage n'a rien d'arbitraire ni d'anecdotique : bien plus que le récit du passage d'une invention à son institutionnalisation, la période examinée tient sa cohérence d'un principe (le monopole), sur lequel veille de tous les points de vue (développement, économie, missions) un opérateur quasi unique : l'État. Mais l'ambition n'est pas d'apporter sa pierre à une histoire du monopole d'un point de vue politique et institutionnel (histoire déjà très bien documentée, comme le souligne la bibliographie). Il s'agit plutôt de se demander « Comment la "boîte aux images" ignorée par neuf Français sur dix en 1949 est-elle devenue en une trentaine d'années seulement la "télé" pour plus de 90 % des foyers français ? » (p. 17), en dépassant les limites des approches empruntées auparavant par les historiens de l'économie et les historiens des médias. À partir d'un angle original, l'auteure parvient à analyser l'institutionnalisation de « la télévision » dans toutes ses dimensions : son encadrement, sa dimension industrielle et technique (très prégnante dès lors qu'il s'agit de fabriquer en grande série l'objet télévision et de relever les défis que posent des innovations techniques), son appropriation par les consommateurs et sa progressive banalisation dans les foyers français.

S'il ne manque pas de rappeler de nombreux points de repères chronologiques et les étapes d'une histoire bien connue (au moins dans ses grandes lignes), l'ouvrage se structure habilement autour de thématiques qui lui permettent d'éviter de relater une à une les chronologies parallèles de cette histoire en posant, conformément à la problématisation générale annoncée dans le titre, la télévision comme « objet de consommation ». Avec une grande fluidité qui rend la lecture passionnante, il sait mettre en perspective des enjeux de divers ordres. Au fil des parties et chapitres, sont traitées les dimensions techniques de l'implantation de la télévision, la progression de l'équipement, le rôle de l'État dans différents domaines (industriels, missions, programmes... sans oublier le crédit à la consommation qui participe à la croissance de l'équipement des ménages), l'outil industriel qui contribuera – et parfois fera obstacle – à de nombreuses transformations, la banalisation de l'appareil de « télévision » et de la consommation de programmes et, enfin, les ultimes évolutions de la télévision qui préparent, dès la fin des années 70, la transition vers le modèle de fonctionnement qui se mettra en place au milieu des années 80.

Tout l'intérêt de l'ouvrage d'Isabelle Gaillard est de rompre avec une vision monolithique de la télévision de monopole, en articulant les jeux de différents acteurs, groupes, institutions, de mettre en valeur

leur poids variable en fonction des époques. Si, à travers les décisions politiques, l'État apparaît bien comme un acteur particulièrement présent dans les grandes orientations de la période considérée, le livre démontre qu'il ne saurait conditionner à lui seul l'implantation de « la télévision » en France. Revenant sur quelques idées reçues, il souligne avec pertinence les spécificités du développement de la télévision en France en exhumant des données peu utilisées auparavant ou en mettant en perspectives des archives, en présentant des comparaisons avec les pays voisins de la France, et en faisant une analyse fine de l'économie de ce « nouvel » équipement. C'est donc un tableau plein de nuances qui est brossé, grâce à une argumentation appuyée sur de nombreuses données et archives, en intégrant les transformations de la télévision dans l'évolution globale de la société française. Si le livre vient rappeler les quelques grands principes directeurs de la télévision pendant cette période, la mission culturelle dont elle est investie, une conception des goûts du téléspectateur qui est définie par l'offre, certaines croyances – au moins au début – dans son « pouvoir », l'auteure sait aussi rendre compte d'une révolution culturelle silencieuse qui contribuera à la banalisation du poste de télévision et de la consommation massive des programmes. Enfin, le grand mérite du volume est de réunir les qualités d'un ouvrage de synthèse (l'auteure sait rendre compte de la complexité sans noyer le lecteur sous la masse des informations dont elle dispose) et la densité d'un travail de référence. En 300 pages environ, il réussit à rendre compréhensible et vivante la logique d'un média dans son époque sans jamais céder aux facilités de l'anecdote et de la simplification.

Pierre Leroux
CRAPE, UCO/L'UNAM, F-49000
Pierre.Leroux@uco.fr

Nicolas KACIAF, *Les pages « politique ». Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Res Publica, 2013. 361 p.

Ouvrage ambitieux et qui tient ses promesses, *Les pages « politique »* embrasse un long demi-siècle et deux républiques. Chacune des trois parties est la bienvenue : « Le dernier acte du journalisme parlementaire (1945-1958) » (pp. 33-104) ; « Les métamorphoses des pages *Politique* (1958-2006) » (pp. 105-2016) ; « Conditions et logiques des transformations rédactionnelles » (pp. 217-338). *Chronos* et analyse se complètent utilement. On pourrait s'étonner de certaines absences parmi les journalistes cités : Georgette Elgey est bien présente